

Le service public d'éducation, notre boussole !

Depuis le début de la crise sanitaire, la logique néolibérale se fracasse contre le réel. Les faits étaient pourtant là depuis bien longtemps. Nous avons ainsi vu la situation catastrophique de l'hôpital public révélée au grand jour. Celle de l'école apparaît quotidiennement pour les personnels et les parents par une succession ubuesque de protocoles sanitaires et par le mépris, marque de fabrique de ce ministère.

Les personnels sont usés, absents, malades... Rien n'est sérieusement mis en place, à ce jour.

De fait, toujours pas de livraison de masques chirurgicaux ou FFP2, ni d'autotests d'ailleurs et ce en pleine campagne de test tout azimut ! La médecine scolaire est déficiente voire inexistante sur des territoires entiers. Rien n'est fait ! On manque cruellement d'AESH, d'AED, d'administratifs... Le même discours qu'avant perdure !

Et pourtant, l'immense majorité des personnels travaillent à proximité immédiate des élèves, dans des classes trop souvent dépourvues de moyens d'aération et de ventilation et pour finir dans des espaces où sont entassés une vingtaine d'élèves voire plus de trente dans quasiment tous les lycées. Aussi, il ne s'agira pas de se contenter de mesurer la qualité de l'air mais il faudra installer des mécanismes de ventilation et de purification d'air. Car si la pandémie a révélé ce problème de « confinement » des élèves dans des espaces exigus, il existe depuis trop longtemps. C'est une obligation sanitaire et un investissement pour l'avenir !

Nous, organisations syndicales, avons réclamé, en vain, tout ceci depuis le début de la pandémie.

Nous avons revendiqué régulièrement des moyens supplémentaires en enseignants, en AESH, en AED, en médecine scolaire... On nous riait presque au nez puisque les évaluations et les résultats étaient en hausse...

Malgré tout, les personnels ont découvert une bienveillance verbale, une calinothérapie écrite. Les mêmes « cœurs avec les doigts » que pour les soignants... votre dévouement, votre engagement sont salués en permanence dans les allocutions, dans la moindre note de service. Sauf que les personnels du terrain n'attachent plus aucune attention à ces marques d'attention. Elles deviennent même parfois irritantes quand leur quotidien est à l'opposé de leur éthique d'un service public, quand leurs missions sont impossibles à tenir, quand les incohérences sont constantes...

Alors oui, on ne fait pas grève contre un virus !

Mais contre la politique libérale qui ne conçoit le service public que comme un coût à réduire, voire à supprimer. Car dans ce contexte pandémique qui dure voire perdure, notre Ministre n'a pas perdu le cap, son cap, irrassasiable dans son souci d'économie. Après les 33 ETP supprimés l'an passé dans la Manche, le ministère nous démunit pour la rentrée prochaine de 54 postes supplémentaires dans l'académie !!

Mais il y a plus grave que la question des moyens. C'est la destruction même du métier enseignant qui est en cours. Destruction que ce ministre se plaît à appeler transformation, modernisation, adaptation...

C'est aussi la volonté de réduire drastiquement la liberté pédagogique des personnels et d'imposer une vision « pédagogique » rétrograde et utilitariste... M Blanquer rêve d'une école où les savoirs fondamentaux (lire, écrire, compter, respecter autrui) seraient priorisés avec des outils "efficaces" dans une approche mécaniste.

Nous en avons assez des évaluations permanentes ! Assez des élèves triés, cantonnés à leur destin social par une politique éducative qui ne cherche qu'à favoriser les plus « méritants ».

Assez de l'obsession des sciences cognitives pour masquer les déterminismes sociaux derrière des théories fumeuses.

En ce qui nous concerne, Sud Éducation sera très vigilant sur les recrutements de personnels. Des recrutements pérennes sont nécessaires là maintenant. Mais il est impératif et urgent de mettre en place un vaste plan pour rendre attractifs les métiers de l'éducation ! Salaires, formations, missions... tout doit être débattu.

**On fait grève contre ces insuffisances, contre ces mépris, contre tous ces refus
d'investir, de recruter et d'augmenter les salaires !
Mais surtout pour défendre et porter la valeur du service public d'éducation !**